

Document

Regard d'un sociologue sur la société actuelle. (titre du site)

(Rue89)

19 avril 2011

Le titre de cet article par Rue89 : « *Pouvoir d'achat : une France « quasi révolutionnaire »* »

Jean Viard, sociologue proche du PS, s'inquiète que « l'évolution des revenus [soit] moins rapide que celle des modes de vie ».

Rue89 : Les Français ont l'impression que leur pouvoir d'achat baisse, les statisticiens et les économistes disent que non. Qui croire ?

Jean Viard : Prenons quelques chiffres sur dix ans. En 1998, les 10% les moins riches avaient un niveau de vie de 7100 euros par an et par personne. En 2008, hors inflation, ce chiffre avait augmenté de 13,7%, soit 970 euros de plus. Pour les 10% les plus riches, ce même indicateur a progressé de 27,3% : ça fait 11 530 euros en plus. Et les 0,01% les plus riches, eux, ont gagné 360 000 euros de plus ! Ça donne deux informations : la première, c'est que les écarts se creusent, et la seconde, que la moyenne n'a pas grand sens...

Le problème, c'est que nos modes de consommation nous coûtent de plus en plus cher. Il y a dix ans, on n'avait pas de téléphone portable, pas d'Internet, quasi pas d'abonnements à des bouquets de chaînes de télévision... L'évolution des modes de vie fait qu'on arrive moins bien à vivre au même standard – au sens où ces nouveaux produits sont maintenant entrés dans le standard. Le sentiment des gens n'est donc pas faux.

Jusqu'aux années 1990, l'évolution des revenus était suffisante pour absorber les innovations technologiques. Prenez le lave-linge, le lave-vaisselle, la télé couleur... Quand ça apparaissait, les riches l'achetaient tout de suite, les couches moyennes l'année d'après et les prolos deux ans plus tard. On savait que, quelle que soit sa position dans la société, son revenu permettrait d'avoir l'objet soit tout de suite, soit les années d'après.

Comme l'évolution des revenus est devenue moins rapide que celle des modes de vie, les choix qu'on est amené à faire ont augmenté. Les téléphones portables sont devenus les premiers concurrents du départ en vacances dans le poste de dépenses mobilité-loisirs : on ne peut pas remplacer une soupe par un téléphone portable, mais on peut gratter sur ses vacances. Cela montre que la croissance des salaires est insuffisante pour absorber le progrès technique.

La hausse des grosses dépenses comme le logement réduit le revenu disponible...

Les dépenses contraintes ont effectivement augmenté : le logement et l'énergie sous toutes ses formes, chauffage, essence... Mais il y a une autre raison : en dix ans, la structure des prix a changé. Il y a de plus en plus de produits manufacturés qui viennent de loin et qui coûtent de moins en moins cher. Par contre, tout ce qui est quotidien – se nourrir, se loger, se soigner... – est fait avec des gens payés au même salaire que nous.

Prenez vos courses au supermarché : 70% des objets que vous achetez en dehors de l'alimentaire viennent d'Asie, et leur prix s'est effondré. Les productions européennes coûtent beaucoup plus cher, donc on a l'impression qu'il n'y a plus de logique dans les prix : bientôt, vous allez acheter un ordinateur pour le prix d'un kilo de pommes de terre !

Les réglementations ont aussi un effet pervers. On parle de « marché du logement » : si c'était un vrai marché, comme il y a une énorme demande, on construirait n'importe où. Heureusement, on régule ce marché, au nom de l'environnement, de la protection des paysages... On dit que c'est un marché, mais il n'arrête pas de produire de la norme, et la seule chose qui est libre c'est le prix, le loyer. Tout le reste est réglementé, et du coup, le prix n'a plus aucun sens : il n'est plus lié au coût de production du logement, ni à son coût d'entretien et de renouvellement. C'est un faux marché. Soit c'est libre, et alors on construit n'importe où, et les prix vont s'effondrer, soit c'est réglementé, et les loyers devraient l'être aussi.

Le logement est-il assez pris en compte dans l'indice des prix ?

L'indice des prix prend la masse des loyers disponibles et la divise par la masse des Français : que vous soyez propriétaire ou locataire, ça n'a plus du tout le même sens. Si vous avez un gros pouvoir d'achat, vous achetez beaucoup de produits technologiques qui viennent de loin et qui ne coûtent pas cher. En revanche, si vous êtes au RMI et si vous cherchez un pied-à-terre, vous êtes concerné directement par la hausse des prix.

Y a-t-il des catégories qui ont vu leur pouvoir d'achat réellement diminuer ?

La hiérarchie entre les différents groupes sociaux se modifie. C'est très visible pour le corps enseignant. Il y a vingt ans, les jeunes enseignants étaient à peu près à deux fois le smic. Aujourd'hui, c'est 1,4 fois. Ils ont perdu en pouvoir d'achat et en « respect », car c'est un peu la même chose : quand après six ans d'étude vous arrivez à un smic et demi, c'est un peu qu'on vous manque de respect.

Cela dit, on ne peut pas parler de baisse des revenus en France. On démarre plus bas que ses parents, du coup, on a un sentiment de déclassement. Il faut parler aussi de ceux qui ont des revenus discontinus, tous ces gens qui entrent dans la vie active, les jeunes avec de petits boulots, au RMI et qui ont du mal à trouver un logement, et aussi les femmes ouvrières, une partie des immigrés.

Le sentiment est différent selon que la discontinuité est choisie ou subie. Chez des jeunes qui ont choisi d'être intermittents du spectacle, faire un mois complet peut être perçu comme le jackpot. Ce n'est pas le même sentiment que s'ils étaient au smic. L'essentiel des temps partiels, ce sont des femmes qui ne choisissent pas leur emploi du temps, comme les caissières de supermarché. Vos trente heures par semaine, si vous en faites des bouts à droite, des bouts à gauche, votre vie est foutue en l'air, vous n'avez plus de temps à vous.

A l'inverse, vous avez des groupes hypersécurisés. En vingt ans, la durée moyenne du contrat de travail est passée de huit ans et neuf mois à onze ans et deux mois : une partie de la société se sédentarise dans l'emploi, parce qu'elle a peur du chômage.

En schématisant, on a des hommes blancs entre 28 et 58 ans qui sont d'une stabilité béton, et des jeunes, des femmes ouvrières et des gens de couleur qui sont dans l'insécurité. Les deux groupes sont négatifs. L'un a peur du changement, il a l'impression de ne pas progresser et il ne veut pas prendre de risque, par exemple en changeant d'entreprise : il est malheureux-fixe. L'autre a des revenus discontinus, et il est malheureux-instable. Ce sont deux souffrances sociales, en partie contradictoires, mais il faut les prendre toutes les deux en compte.

Cette souffrance est-elle « entendue » ?

Quand Nicolas Sarkozy a été élu, on a entendu qu'on allait gagner plus. La revendication de gagner plus était légitime, ça répondait à une demande réelle : « On me donne des désirs, mais pas les moyens de les satisfaire, donc j'ai un sentiment de frustration. » Quand on vous dit : « Vous allez gagner plus », vous pensez : « Voilà quelqu'un qui a compris mon problème. » On ne va pas discuter pour savoir si ça s'est fait ou pas, d'autant qu'il y a eu un retournement de conjoncture...

Ce qui m'avait scandalisé à l'époque, c'est le discours sur les heures supplémentaires : c'est un modèle profondément macho. Qui peut faire des heures sup dans un ménage ? En fait, c'est le mec : une femme avec des enfants est souvent à temps partiel. Les dames sont beaucoup plus en souffrance dans cette société que les messieurs. Il y a 1,5 million de femmes qui vivent seules avec des enfants : on pourrait les

décrire comme des chômeuses du mariage, mais aussi comme demi-chômeuses économiques, parce qu'elles sont souvent à mi-temps.

On est dans une société de discontinuité, et ce n'est pas toujours mal : on change de partenaire amoureux tous les huit ans, 10% des Français déménagent chaque année, ce ne sont pas forcément des choix négatifs. C'est comme un énorme système de tri, dont le moteur est plutôt dynamique, comme dans le secteur amoureux. Et il y a tous ceux qui sont sur le côté : les chômeurs, les femmes seules avec enfants. On ne peut pas faire des moyennes avec tout ça.

S'il devait y avoir une politique du pouvoir d'achat...

La première chose à faire serait d'encadrer les hauts revenus : le principal scandale, c'est qu'il y a des gens qui gagnent trop d'argent par rapport aux richesses qu'ils ont produites, et qui, de plus, ne contribuent pas assez au niveau fiscal. Du coup, il y a une rupture de solidarité à l'intérieur de la société. Double problème : il y a de l'argent qui ne tombe pas dans les caisses communes, et les gens les plus modestes ont l'impression de se faire complètement enfumer. Les prix qu'on voit à la télé sont complètement délirants : le type qui, péniblement, nourrit sa famille avec le smic a l'impression d'être un pauvre con. Il est deux fois victime : non seulement il ne gagne pas assez, mais il a l'impression d'être en dehors du coup. C'est un problème d'inégalité morale.

Après, il y a des groupes qui méritent particulièrement d'être ciblés. Je parle beaucoup des femmes seules avec enfants : on a 5 millions de Français qui méritent d'être beaucoup plus aidés. Ces enfants seront probablement en partie plus en difficulté que les autres.

Il peut aussi y avoir des politiques sociales moins bâties sur des moyennes. Il faut compléter le revenu de ceux dont les revenus ne permettent pas un standard de vie minimum. Souvent, on le fixe à 1 500 euros. Je ne dis pas qu'il faut monter le smic à 1 500 euros, mais vivre à moins de 1 500 euros ne semble pas possible compte tenu du prix des loyers et autres dépenses contraintes... Le smic ne donne pas le niveau d'argent avec lequel on peut vivre dignement, c'est un salaire payé sur un marché concurrentiel, et à côté, grâce à Dieu, il y a des transferts sociaux.

Comment résumer l'évolution du pouvoir d'achat depuis les Trente Glorieuses ?

Un des grands effets de 68, c'est d'avoir considérablement réduit l'écart des revenus en France, jusqu'aux années 80. En 1968, les 10% les plus riches gagnaient 4,8 fois les revenus des 10% les plus pauvres. En 1984, l'écart n'était plus que de 3,5. On peut dire que, dans les années 70 et jusqu'en 1984, on a plutôt resserré les écarts de revenus. C'est grâce à l'augmentation du smic et des minimums sociaux obtenus en 1968, en partie sous l'effet des luttes sociales, en partie sous l'effet de la conjoncture. Et en partie aussi sous l'effet de la féminisation : en 1975, c'est le moment où 50% des femmes deviennent salariées et où on arrive à des couples à deux revenus. Il ne faut pas sous-estimer le poids des luttes sociales de 1968 et le fait que la droite a tout fait pour que la gauche n'arrive pas aux affaires : le meilleur moyen pour qu'il n'y ait pas d'alternance, c'est encore d'augmenter les salaires...

Dans les années 80, on a bloqué : il n'y a pas eu d'augmentation des écarts, mais il n'y a pas eu de réduction non plus, en raison de la hausse du chômage, mais aussi d'évolutions comme l'allongement des études.

Depuis les années 90, il y a un nouveau phénomène : les écarts se creusent entre les hauts et les bas revenus, et sont très liés à la mondialisation. Pendant les Trente Glorieuses, l'économie est d'abord nationale : on peut se permettre d'augmenter le smic d'un côté, de donner du crédit aux entreprises de l'autre... C'est comme dans un jeu, une sorte de partie de Monopoly nationale.

A partir des années 70, on entre dans une économie internationalisée. On se demande comment réguler ces espaces. Peut-on augmenter les impôts sur les 0,1% les plus riches sans qu'ils aillent faire leurs affaires ailleurs qu'en France ? Ce n'est pas absurde de poser la question. On donne toujours l'exemple de chanteurs un peu ringards, mais ce n'est pas eux qui créent la richesse. Que Johnny Hallyday habite en Suisse ou en France, ça ne change pas l'avenir du pays. Si Total se délocalise ou si les entreprises du CAC 40 changent de crèmerie, en revanche, on a un gros effet : Johnny, à côté, c'est quand même peanuts...

C'est un système complexe, et on n'a pas bien trouvé les codes de la régulation. Le sentiment que les gens avaient d'être protégés s'est affaibli considérablement. Chacun se met dans une nouvelle logique : « Comment je fais pour m'en sortir, moi, tout seul ? » D'où ce basculement populisto-économique dans lequel on est aujourd'hui.

Le pouvoir d'achat était un thème central de la campagne présidentielle en 2007. Le sera-t-il à nouveau en 2012 ?

De grandes crises surviennent quand les gens sont obligés d'acheter à crédit ce qui leur semble nécessaire parce qu'ils n'ont pas de revenus suffisants pour se les payer. Dans les années 30 apparaissent des voitures, des fours, des frigos, des fers à repasser... Mais les salaires n'augmentent pas, et partout les gens se mettent à acheter à crédit, ce qui crée une situation financière ingérable. La crise financière actuelle, c'est la même chose. Les gens se sont mis à acheter des maisons, mais ils n'avaient pas d'argent pour se les payer. Leur modèle culturel, c'était la maison avec jardin. De nouveau, les salaires n'ont pas augmenté assez vite pour absorber les objets de leurs désirs.

Au fond, ce qui compte dans la vie d'un homme, c'est de pouvoir franchir la marche suivante. Le type qui a 1 500 euros, il ne rêve pas de passer à 25 000, il rêve de passer à 1 700 – pour lui, ce serait déjà bien. On est tous pareils : si on achète un Frigidaire, on a envie qu'il soit plus moderne que le précédent, plus écologique... On a besoin que sa vie soit un récit qui avance. On ne se raconte pas sa vie en se disant : « Chic, je me rapproche du cimetière. » Bien sûr, on sait que c'est la réalité.

Dans les années 30, on était dans un modèle national et on n'a pas su assez augmenter les salaires. Du coup, Keynes a pensé le modèle du développement fordiste, qui a bien marché après guerre. Le bloc communiste faisait tellement peur aux grandes entreprises capitalistes qu'elles ont accepté une régulation sociale pour éviter le risque révolutionnaire.

Le problème des sociétés modernes, c'est qu'il n'y a plus de risque révolutionnaire. Je ne trouve pas ça négatif, mais, de 1945 à 1989, la régulation par les rapports de forces Est-Ouest a permis le miracle européen. Ce modèle économique a disparu avec la disparition du risque communiste. On se retrouve dans une nouvelle économie, plus ouverte, sans ce risque, et avec des salaires beaucoup moins étanches au niveau mondial. On est entré dans un monde unifié, c'est à la fois génial et terrifiant. La question devient : « Comment on arrive à augmenter les salaires à un niveau planétaire ? » Et, là, ça devient très compliqué.

Le « risque révolutionnaire » nous manque ? Faut-il le recréer ?

Avec la montée des extrêmes droites, le terrorisme, chaque société se réinvente d'autres risques. Je ne plaide pas du tout pour le retour du risque révolutionnaire. Je pense que les révolutions sont toujours des échecs. Je ne dis pas qu'elles ne sont pas légitimes, attention. Les gens ont envie de vivre confortablement. Si ça devient impossible, ils attendent un peu puis ils cassent tout : on l'a vu récemment dans le monde arabe.

Regardez ce qu'il s'est passé avec « Indignez-vous ! » : 1,8 million de personnes achètent ce livre, souvent pour le donner. Ça veut dire que vous avez un mouvement quasi révolutionnaire dans cette société. Je préfère que les gens s'expriment en achetant Hessel [dont il est l'éditeur pour un autre livre, ndlr] plutôt qu'en allant casser, mais pour moi c'est la même chose.

Cet entretien est extrait du numéro 9 de Rue89 Le Mensuel, paru en avril 2011.